

Convention territoriale du 28 septembre 2013

Atelier 2 : la transition énergétique et le secteur du bâtiment

Animation : Marie-Jeanne Bois

Compte-rendu : Elen Debost

Avec la participation de Yannick Jadot, député européen de l'euro-région Ouest, au parlement européen, vice-président de la commission « commerce international », membre de la commission de l'énergie, de l'industrie et de la recherche

Rappel du contexte :

Les transitions que nous devons mettre en oeuvre pour relever les défis des crises actuelles ne peuvent se décréter depuis un bureau. Elles seront portées par les acteurs/actrices des territoires, et ont déjà commencé à tracer leur chemin.

C'est pourquoi, samedi 28 septembre 2013, Europe Écologie Les Verts Sarthe a organisé sa première convention départementale. Elle s'inscrivait dans une série d'ateliers sur l'ensemble du territoire national pour approfondir notre travail, confronter nos idées et les concepts de l'écologie politique à la réalité de terrain.

En Sarthe, nos adhérents/tes ont choisi trois axes de travail :

- le paysage et la dynamique industrielle en Sarthe ;*
- la transition énergétique et le secteur du bâtiment ;*
- l'alimentation, l'agriculture et l'industrie agro-alimentaire.*

Ces ateliers s'inscrivaient dans un esprit d'ouverture. De nombreux acteurs non adhérents/tes ont donc été invités. Ils représentaient plus de la moitié des personnes présentes.

Lors de ces ateliers, différents objectifs étaient visés :

- écouter les autres acteurs/actrices de la Sarthe et apprendre de leurs expériences, comprendre les difficultés propres à chacun des acteurs pour faire entrer le développement durable dans leur pratique, ou tout simplement les blocages qu'ils et elles rencontrent.*
- créer des liens et mieux se connaître pour prendre l'habitude de se contacter et de travailler ensemble.*
- identifier les actions collectives possibles pour le territoire, identifier les dossiers à approfondir et définir un programme de travail, le cas échéant.*
- permettre un espace d'expression sur les attentes des acteurs/actrices sarthois vis-à-vis d'un parti comme Europe Écologie Les Verts, ce qu'il peut pousser auprès de ses parlementaires et ministres, des actions ou propositions de lois qui les aideraient.*

1/ Dresser la liste des problématiques bloquantes, pour travailler sur les améliorations réponses, recherche de leviers institutionnels et politiques

2/ Echanges autour des problématiques soulevées

Des grandes familles de problématiques se dessinent :

Rénovation -> nécessité de pédagogie vis-à-vis des consommateurs, de plus de coordination entre acteurs du secteur :

- La difficulté technique et juridique que représente parfois la rénovation des bâtiments anciens et particulièrement les bâtiments classés.
- Au Mans recherche de solution systémique pour la rénovation thermique d'habitations type Leroy Haricot, qui sont simples à isoler.
- Confrontation des nécessités de rénovation qui se confrontent à des politiques publique de subventionnement qui ne les favorisent pas et réglementations inadéquates.
- Faut-il contraindre à la rénovation ? Obligation par la réglementation (réglementations thermiques). Est-ce au moment des changements de baux ? Jusqu'à présent les rénovations étaient de l'ordre de la décision individuelle, ne faudrait-il pas en faire un enjeu collectif, massif, par l'annonce de l'enjeu sociétal ?
- Besoin de mettre en place des contrôles, parallèle avec le contrôle technique pour les voitures. Caméra thermique pour contrôler l'efficacité des rénovations, le contrôle de la consommation ne suffit pas. Eviter de refaire les erreurs produites sur le secteur photovoltaïque.
- Développer la démarche d'information auprès des populations.
- L'importance de la volonté politique de collectivités territoriales pour impulser les logiques de rénovation, d'efficacité thermique et de performance modèle pour les bâtiments publics, ou les investissements dans lesquels elles sont impliquées.
- Les problématiques d'urbanisme ne peuvent être déconnectées de ces réflexions, particulièrement pour développer les habitats collectifs.
- La recherche d'une démarche de concertation et d'implication des habitants est fondamentale pour faire émerger des projets d'habitats collectifs.

Les aspects économiques et financiers de la rénovation :

- Besoin de financement pour encourager les rénovations.
- Si on radicalise la réglementation, avec une obligation de rénovation, qui paie et quand ? et réfléchir à l'impact sur gisement de consommation énergétique - > efficacité de la rénovation en termes d'économie.
- Attention à l'effet pervers de l'obligation de rénovation, qui peut encore inciter les propriétaires à ne pas louer -> nécessité d'exemplarité des collectivités territoriales.
- Pour les foyers modestes déjà très endettés par l'achat d'une maison, impossibilité d'avoir accès à un nouveau prêt pour la rénovation -> possibilité de tiers financiers qui financeraient la rénovation et se rembourseraient sur les

économies d'énergies à 10, 15 ou 30 ans... qui pourraient en assumer le risque -> nécessité d'un cadre national, politique stable.

- Il existe des dispositifs pour aider aux rénovations, OPAH, ANAH. Mais il faut se donner les moyens de repérer les personnes concernées, qui peuvent bénéficier de prise en charge totale des rénovations. Des financements européens importants se développent. En Allemagne, avec 1€ de financement public, ce sont 11€ de financements privés qui se débloquent. Nous devons aller vers cette logique.
 - Un certain nombre de bailleurs sociaux renâclent à rénover, quand il y a rénovation, augmentation des charges locatives, comment amoindrir l'impact de la rénovation sur les locataires ?
 - Le problème du prix du foncier -> intérêt à s'installer à 30km de la grande ville, subvention, complètement individuelle, nécessité de 2 voitures, maison moins performante -> on peut baisser la taille des terrains.
 - Problème de l'incitation au logement individuel, avec des règles dissuasives pour les habitats groupés > différence de TVA.
- Les leviers fiscaux sont des leviers fragiles et instables

Nécessité de faire le lien entre le sujet bâtiment, transport et la transition énergétique de façon plus globale. À quand une politique globale et cohérente sur la transition énergétique ? De gros enjeux et peu de ressources.

La question énergétique doit devenir un débat citoyen national, sur la base des concertations citoyennes locales, sortir du système jacobin, des élites proches des lobbys pétrolier et nucléaire -> rupture avec la centralisation énergétique.

La formation des corps de métiers du bâtiment et métiers connexes :

- Définir des recettes simples pour réduire les factures des rénovations -> à ce jour pas d'obligation ni de normes imposées.
- L'importance du rôle des artisans, le conseil apporté aux clients, logique globale, isolation avant travaux.
- Travailler à la formation des artisans pour une prise en compte globale du diagnostic énergétique du bâtiment.
- Développement de la filière de contrôle, développement du DPE (diagnostic de la performance énergétique) -> former et structurer le secteur du contrôle de manière indépendante des métiers des artisans.
- Sensibiliser les travailleurs sociaux aux aides possibles pour les locataires et les propriétaires, utiliser le levier des élus locaux, les collectivités territoriales sur ce point.
- Important de standardiser les qualifications, les certifications.

Nécessité d'une démarche systémique Europe > état > CT > population.
Mais aussi de donner du poids aux initiatives locales > systémiser.

Prendre en compte l’empreinte carbone des logements, encourager les constructions ayant une très faible empreinte carbone, trouver un levier économique pour valoriser ce point : instrument de TVA.

Contact : sarthe@eelv.fr